

LE JOUR, 1954
09 JUILLET 1954

NOTRE POLITIQUE ETRANGERE

Notre politique étrangère ne nous satisfait pas ; nous et beaucoup de libanais. On ne sait plus où elle nous mène ni qui la mène ; si c'est le Chef de l'Etat, le Président du Conseil ou le Ministre des Affaires étrangères. On nous dira qu'ils sont solidaires. Peut-être en effet, mais sans qu'ils se confondent.

Que le ministère des Affaires étrangères soit devenu une sorte de coopérative, nous le voyons bien. Chacun y met du sien sans que rien de cohérent en sorte. Nous en avons signalé plus d'une fois ces derniers temps les bizarreries et la débilité. S'il y a là une doctrine, on ne le sait plus ; ou si c'est au petit bonheur que nous faisons face à des tâches particulièrement graves et périlleuses. Tout n'est plus chez nous que protocole et apparences.

Nous voudrions en quelques lignes jeter quelque lumière sur la situation et sur les faits.

A la jonction de l'Europe, de l'Asie et de l'Afrique, la Turquie et le Proche-Orient occupent la place du pivot.

La Turquie a trois orientations extérieures naturelles et distinctes :

- 1 – Elle appartient à l'Europe par la Turquie d'Europe ; elle est signataire du pacte de l'Atlantique et elle fait partie du Conseil de l'Europe.
- 2 – Elle appartient fondamentalement au Proche-Orient par toute sa façade méditerranéenne.
- 3 – Elle appartient au Moyen-Orient, à l'est, avec l'Iran et l'Irak à sa frontière, et elle est signataire du pacte de Saadabad.

En politique internationale la Turquie a une vocation manifeste à la diversité des systèmes. On comprend que, simultanément, elle siège à l'assemblée européenne de Strasbourg et elle s'allie au Pakistan ; on conçoit, de plus, que l'Irak, au titre du Moyen-Orient, se retrouve dans son sillage.

Pour le Liban, pour l'Egypte et pour la Syrie, c'est une autre histoire. Les trois républiques de la Ligue arabe ne peuvent, pour l'éventualité d'une politique commune, considérer la Turquie que sous l'angle du Proche-Orient.

Toute politique extérieure des pays méditerranéens de la ligue arabe qui ne serait pas proche-orientale et méditerranéenne, d'abord, serait une erreur et une illusion. Le pire serait de nous noyer tous, comme on fait, dans une politique arabe sans contours que nul ne prend la peine d'analyser et de définir, que nul n'approfondit.

Et c'est pourquoi nous nous agitons dans la nuit. Ecartelés entre le Maroc et l'Indonésie nous ne savons plus à quel saint nous vouer.

Une politique extérieure libanaise, syrienne et égyptienne raisonnable nous mettrait en contact immédiat avec les capitales du monde méditerranéen en commençant par Ankara et Athènes. Elle répondrait à une formule souvent imprimée à cette place : "Du Caire à Athènes et d'Ankara à Madrid".

Mais, au lieu de progresser, la boussole à la main, nous nous livrons aux fantaisies du hasard.

C'est le rôle de la Turquie de faire une politique moyen-orientale et pakistanaise. Ce n'est pas notre rôle. Et si le rapprochement des Arabes, n'en déplaît à ceux qui nous gouvernent, s'avère si laborieux et si vain, c'est qu'ils vont avec entêtement, contre la nature des choses.

Qu'on le comprenne à la fin : entre une dynastie arabe et l'autre il y a des obstacles congénitaux ; Il y en a d'autres entre tel pays arabe et tel autre. De même, aucune politique extérieure arabe ne peut se faire valablement dans l'ignorance des servitudes politiques auxquelles plus d'un pays arabe est soumis.

On continue à parler des arabes comme d'un monde politique homogène, comme si l'on parlait des Etats-Unis par exemple, tandis que, les arabes, sous leur nom générique, c'est aux Anglo-Saxons ou aux Latins qu'ils se comparent.

M. le Président de la République, Monsieur le Président du Conseil et Monsieur le Ministre des Affaires étrangères du Liban croiraient-ils par hasard à la possibilité d'unir politiquement, par dessus les continents et les mers tous les Anglo-Saxons ou bien tous les Latins du monde ? Pourquoi, pour les Arabes, ne raisonnent-ils pas de la même façon?